



Front des luttes

- avril 2015 -



Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes contre son pouvoir et celui de son État.

Les 24 et 25 janvier s'est tenu, à Paris, le 4ème Congrès de l'URCF, en présence des représentants de "Communistes", parti avec lequel un processus d'unification est engagé, afin de donner naissance au Parti communiste révolutionnaire de France, dont la classe ouvrière a tant besoin. Vous pouvez retrouver sur notre site internet le compte-rendu de ce congrès.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1900 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosé en 2011, 2012, 2013 et 2014, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 6 Millions de personnes sont officiellement mal logées ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 15%. Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1900 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

Leader Price (commerce)

Huit salariés du magasin Leader Price de Pessac (Gironde) sont en grève depuis le début du mois pour être embauchés (certains n'ont pas de contrat) et être payés (heures supplémentaires, voire normales non payées). Ils ont distribué un tract devant les magasins de Bassens et de Ludon pour susciter la solidarité des autres travailleurs et des clients. Leader Price appartient au groupe Casino, mais beaucoup d'établissements fonctionnent sous le régime de la franchise.

L'URCF exprime sa solidarité envers les travailleurs de la grande distribution en lutte pour les salaires, contre les cadences infernales et le travail du dimanche.

Alstom (Métallurgie)

Plusieurs centaines de salariés ont débrayé lundi et mardi 21 avril dans une demi-douzaine de sites de la branche transport d'Alstom pour des hausses de salaires plus importantes. Des débrayages ont eu lieu à Belfort et le Creusot (Saône-et-Loire), Tarbes et Petit Quevilly (Seine-Maritime). À l'usine de Petite Forêt et de La Rochelle, 400 salariés ont cessé le travail pendant plusieurs heures, à l'appel de la CGT et FO, a rapporté un délégué CGT. Ils étaient le même nombre à la Rochelle, selon le même syndicat. La CGT, FO et la CFDT devraient se réunir pour décider d'un appel commun à la grève qui revendique la poursuite des négociations annuelles obligatoires et une augmentation générale "au moins égale à celle de 2014" soit 3,5 % et 40 € par mois. Au même moment, le conseil d'administration de l'entreprise promettait un super bonus de "4 millions d'euros" au PDG d'Alstom Patrick Kron s'il menait à terme en 2015 la vente de

70% des activités d'Alstom au conglomérat américain General Electric (GE).

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Intermarché logistique

Le 3 avril, les travailleurs de plusieurs bases logistiques d'Intermarché étaient en grève contre les fermetures de sites prévues par le plan de restructuration (le 4^{ème} en 5 ans). Des travailleurs, soutenus par des élus, commerçants, syndicalistes... ont bloqué la base de Kerjean à Rostrenen (Bretagne) contre la fermeture du site prévue en 2018. L'approvisionnement de nombreux magasins Intermarché en France était aussi perturbé par la grève de salariés de plusieurs bases logistiques du groupe, qui protestent contre leur réorganisation et redoutent des suppressions de postes, ou des transferts forcés vers d'autres sites obligeant les travailleurs à faire de longs trajets ou à déménager. D'autres bases situées à Avermes (Allier), Pierrelatte (Drôme), et Pagny-sur-Meuse (Meuse) ont aussi été bloquées. Entre 2003 et 2013, les effectifs dans la logistique d'Intermarché ont déjà diminué de 1500 personnes.

PSA (Automobile)

Le 17 avril, une grève a eu lieu à l'usine de PSA à Saint-Ouen (93) contre l'imposition par la direction d'heures supplémentaires la veille du week-end de Pentecôte (soit le 22 mai), alors que beaucoup de travailleurs comptaient prendre cette journée pour profiter d'un repos de quatre jours afin de souffler un peu. Une cinquantaine d'entre eux, soutenus par la CGT, a arrêté le travail pour s'opposer à cette mesure et a fait le tour des ateliers. À Mulhouse, la hausse des ventes de PSA (notamment la 308) en Europe oblige le groupe à la création d'une équipe de nuit et 300 nouveaux postes d'intérimaires à l'usine PSA de Sochaux (Doubs). CFDT et CGT revendiquent des embauches en contrat à durée indéterminée. La CGT a jugé "exorbitant" le chiffre de 1 500 intérimaires pour quelque 10 000 salariés permanents.

Au même moment était annoncé que le patron de PSA Peugeot-Citroën, Carlos Tavares, devenu membre du directoire de PSA au 1er janvier, avant d'en prendre la présidence au 31 mars 2014, avait perçu en 2014 un salaire supérieur à 2,7 millions d'euros, grâce au versement d'une part variable de 1,6 million...

Rappelons que l'État bourgeois et le gouvernement ont joué leur rôle de béquille du monopole français en injectant jusque 14 % à son capital (autant que le groupe chinois Dongfeng).

Louis Gallois (ex-patron de la SNCF), membre du conseil de surveillance et représentant de l'État bourgeois, a donné son accord à cette augmentation lors d'un conseil de surveillance du 17 février dernier. D'ailleurs sans doute espère-t-il être un jour à la place de M. Tavares. L'État au service de la bourgeoisie monopoliste est encore démasqué dans cet exemple. Mille liens relient l'État subordonné dans un mécanisme unique aux monopoles, à l'oligarchie financière. Le PDG a donc eu une augmentation de rémunération de 211% en un an (+86% en moyenne pour les quatre membres du directoire) ; pour les salariés, la dernière augmentation de salaire (43 euros bruts par mois) remonte à mars 2012. D'après le document de référence, la part variable peut atteindre jusqu'à "150% de la rémunération fixe pour le président du directoire". Dans le cas de M. Tavares, elle se serait élevée à 149,7% en 2014.

Néanmoins, l'entreprise n'accordera aucune augmentation générale des salaires en 2015, pour la troisième année consécutive. "Les rémunérations des dirigeants décollent, celles des salariés restent au sol", a commenté la CGT.

Seules des luttes de classe feront céder Tavares sur les conditions de travail, l'embauche des intérimaires ou les augmentations de salaire. Rien ne sera obtenu sans grèves bloquantes dans la durée. En mars déjà, l'usine automobile

Sevelnord, située à Lieu-Saint-Amand (Nord), filiale à 100% du constructeur PSA, s'était mise en grève pour les salaires paralysant la production pendant quelques jours.

L'histoire le montre, les ouvriers n'ont pas besoin de leurs patrons et commis pour faire marcher une usine. Les travailleurs doivent prendre leurs affaires en main.

Enfin, seule une Révolution anticapitaliste et socialiste peut en finir avec cette aberration que ceux qui travaillent ne sont propriétaires de rien dans l'entreprise et ne décident de rien.

Raffinerie Total de la Mède (Chimie)

Les travailleurs de la raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), en grève depuis le 16 avril à l'appel de la CGT, bloquaient la sortie et l'entrée de la production, contre la suppression de 180 postes sur le site. Les autres syndicats n'ont pas appelé à la grève. À midi, les agents du service "exploitation" ont voté la poursuite du mouvement lors d'une AG de ce service. Une assemblée générale de toute la plateforme a débuté vendredi à 13H30 sur le site, après un comité d'établissement le matin. Jeudi matin, lors d'un Comité central d'entreprise (CCE) au siège du groupe à La Défense (Hauts-de-Seine), Total a présenté aux syndicats un plan de « restructuration » de l'activité du raffinage en France qui prévoit notamment de supprimer 180 postes sur les 430 que compte sa raffinerie des Bouches-du-Rhône. Après Dunkerque, après Carling en Moselle, c'est au tour de La Mède. Pourtant le groupe affiche des bénéfices nets au-delà des 10 milliards. Total emploie actuellement environ 3 000 personnes dans la pétrochimie en France, pour des effectifs nationaux de 16 000 dans sa branche Raffinage Chimie.

Ce supermonopole français, « fleuron de l'impérialisme français », alors qu'il n'y a pas « une goutte » de pétrole en France, emploie environ 95 000 travailleurs dans le monde.

L'URCF appelle à lutter pour la nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emplois.

Gefco (transport)

Fin avril, les salariés en grève du transporteur de marchandise Gefco ont bloqué jusqu'à trente agences touchées par 500 suppressions de postes prévu par le groupe. FO, premier syndicat de l'entreprise, a appelé aux blocages jusqu'à 17H00 pour "obtenir des mesures d'accompagnement améliorées" et "exprimer le mécontentement des salariés contre l'absence d'augmentations annuelles", a expliqué un responsable central de FO. À Rennes, les salariés ont bloqué complètement l'accès au site avec leurs voitures personnelles. La grève est suivie dans 30 centres de messagerie. À Gennevilliers, les travailleurs ont cadenassé le portail. La grève a été très suivie à Surveilliers, Sochaux, Valenciennes, Rennes, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lyon et Marseille. La direction du transporteur, ancienne filiale du groupe automobile PSA, qui en a cédé 75% aux chemins de fer russes (RZD) fin 2012, a détaillé jeudi en CCE les 486 suppressions de postes annoncées. Elles vont concerner 44 agences sur un total d'environ 70. Gefco emploie plus de 4 000 salariés en France, plus de 11 000 dans le monde. Dans le transport déjà, les 2 140 salariés de MoryGlobal (ex-Mory Ducros) vont rejoindre à Pôle emploi leurs collègues licenciés il y a un an. Sur 2 800 ex-Mory Ducros, seulement 400 ont retrouvé un emploi..

Quelles que soient les formes de lutte, il est nécessaire de faire la clarté sur les mots d'ordre. FO, premier syndicat de l'entreprise, a appelé aux blocages jusqu'à 17H00 pour "obtenir des mesures d'accompagnement améliorées". Les communistes révolutionnaires doivent soutenir et développer les luttes et la solidarité de classe, les diriger contre les profits pour les emplois et les salaires. Les luttes, aussi radicales soient-elles, qui se résument à des revendications d'augmentations d'indemnité de départ ou de primes de licenciements, s'éloignent des intérêts de classe des ouvriers. Nous ne nions pas la nécessité de cette douloureuse bataille, mais à l'issue seulement d'un combat général non victorieux pour le maintien des emplois et des sites qui nous font survivre aujourd'hui et feront survivre nos enfants demain. Certes, l'absence organisée de véritable solidarité et de lutte à l'échelle nationale pèse sur le rapport de force et livre les travailleurs à leur propre sort ; c'est la conséquence de la domination du syndicalisme d'aménagement et d'accompagnement défendu par la bureaucratie ouvrière et de l'absence provisoire d'un véritable parti communiste révolutionnaire en France.

Feignies (Métallurgie)

Les salariés de Sambre et Meuse, à Feignies (Nord), occupent depuis mars leur usine de matériel ferroviaire, liquidée par la justice début mars. Une cinquantaine d'ex-employés, sur les 259 que comptait l'entreprise, avant la liquidation judiciaire prononcée le 9 mars par le tribunal de commerce de Valenciennes, se relaient depuis le 17 mars pour occuper l'usine jour et nuit afin de préserver le site et les machines en attendant un éventuel repreneur.

"L'an dernier, environ 29 millions d'euros de commandes - de Mauritanie, du Maroc, etc. - avaient été refusées (...)", dénonce aujourd'hui un responsable régional de la branche métallurgie de la CGT. Le 20 avril, Olivier Besancenot (NPA) leur a rendu visite.

Nous invitons les travailleurs à ne pas tomber dans le piège des sirènes de l'impossible « partage des richesses » défendu par le NPA. Toutes les richesses sont produites par les prolétaires, par la Révolution et la propriété sociale des usines, ces richesses doivent toutes leur revenir sans être partagées avec le Capital. Dans l'immédiat, les travailleurs, pour sauver leur emploi, doivent unifier leurs luttes autour du mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier de leur entreprise.

Renault Trucks (Saint-Priest)

La casse n'est pas finie chez Renault Trucks : son propriétaire, le géant suédois des poids-lourds Volvo, veut supprimer plus de 500 nouveaux postes, après une coupe similaire en 2014. Le projet prévoit la suppression de 591 postes et la création de 79 autres, soit une perte nette de 512 emplois, principalement. En mars 2014, le groupe avait déjà annoncé 508 suppressions d'emplois en France, dont 319 dans l'agglomération lyonnaise. Renault Trucks SAS emploie 8 900 personnes en France, les effectifs français de Volvo s'élevant au total à 12 000 salariés. Les sites de l'agglomération lyonnaise comptent 5 400 travailleurs. Volvo, numéro deux mondial du secteur, a déjà réduit ses effectifs de quelque 3 000 personnes en un an. Son bénéfice net a presque quadruplé au premier trimestre à 457 millions d'euros, avec des ventes en hausse de 14% (+35% pour celles du seul Renault Trucks). Le monopole aux 104 000 salariés avait fait savoir à l'automne qu'il souhaitait restructurer une partie de son organisation, dans le cadre « *d'une stratégie d'amélioration de son efficacité et de sa rentabilité entre 2013 et 2015* » (sic!). Il y a un an, la CGT avait calculé que de 2001 à 2013, sur près de 11 milliards d'euros de bénéfices, 83% avaient été distribués aux actionnaires de Volvo sous forme de dividendes. "Il y a beaucoup d'amertume, beaucoup de salariés déçus, en colère, qui ne comprennent pas pourquoi aujourd'hui on leur dit : « Vous avez bien bossé, mais votre job il n'existe plus, ou alors il faut aller en Suède ou à Istanbul », explique un responsable syndical. Une réunion direction-syndicats est prévue du 11 au 13 mai.

Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation, avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois**. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'État bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : Salariés intérimaires *Manpower, Actual, Start People* (Marseille, Saint Nazaire, Rennes...), *Graftech* (fabricant de composants en graphite), *travailleurs des Galeries Lafayette, contrôleurs aériens...*

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

7 mai 2015

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF